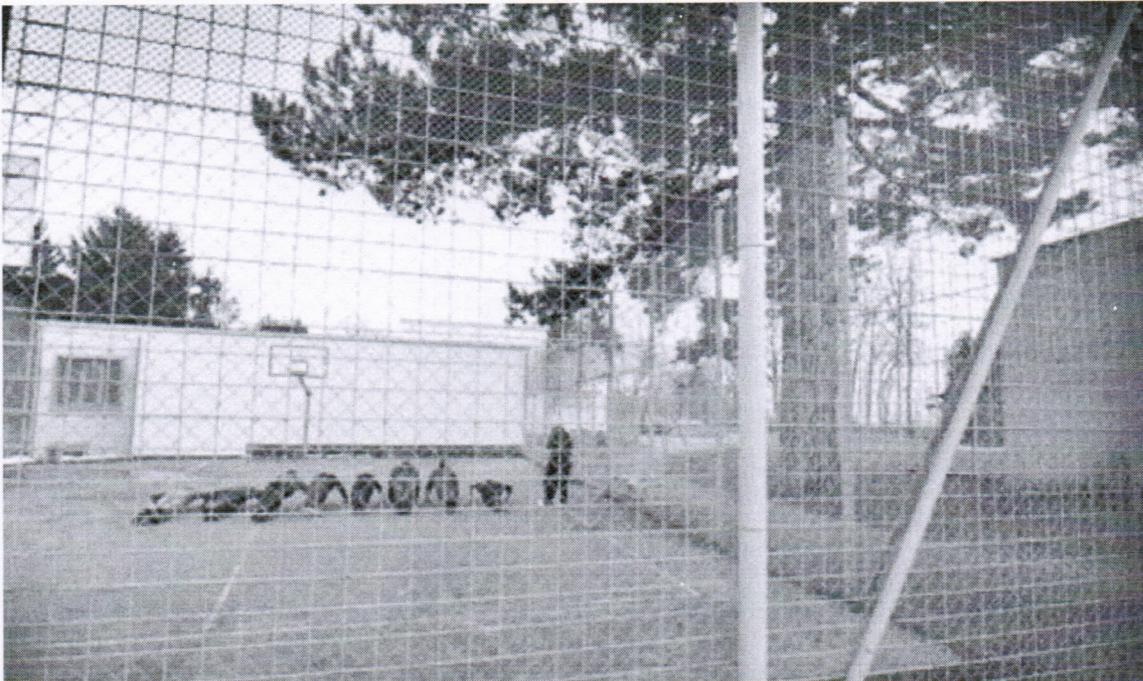


POLITIQUE PÉNITENTIAIRE

## Prison pour mineurs: Genève n'a pas convaincu Berne

Par Isabel Jan-Hess. Mis à jour le 11.06.2012 **10 Commentaires**

Le projet éducatif présenté pour La Clairière est refusé . Du coup, la subvention fédérale reste en suspens



La Clairière, à Genève.  
Image: Laurent Guiraud

### Partager & Commenter

Un nouveau couac entache l'image de l'Office pénitentiaire genevois. Les employés de La Clairière, centre éducatif de détention et d'observation pour mineurs situé à Vernier, ont été informés que le «concept éducatif», c'est-à-dire le plan de gestion et de fonctionnement de l'établissement présenté par le Canton, a été refusé par la Confédération. Concrètement, cette décision pourrait à nouveau mettre en péril le versement de la subvention fédérale de 1,454 million de francs, prévu pour 2012.

### Objectifs ignorés

Selon nos informations, Berne avait fixé des objectifs clairs que l'Office pénitentiaire (OFPEN) n'a pas respectés. Il aurait séparé les projets en deux parties: l'une concernant les jeunes en observation, l'autre les mineurs en détention provisoire. Berne demandait un concept global. Laurent Paoliello, porte-parole du Département de la sécurité, police et environnement (DSPE), conteste ces affirmations et assure qu'il n'y a aucun retard. «Nous sommes dans le cadre d'un processus en cours. Le concept est un document

évolutif et il est exact qu'en l'état l'Office fédéral de la justice (OFJ) ne l'a pas encore accepté.» A Berne, pourtant, Folco Galli, porte-parole de l'OFJ, confirme que le projet a été refusé et que le Canton doit présenter un nouveau concept d'ici à l'automne. «Le délai était fixé au printemps, et nous avons dû le prolonger», reconnaît Folco Galli, précisant que la subvention n'est pas encore remise en question. Et que les autres subventions fédérales destinées au domaine pénitentiaire genevois ne sont pas menacées. Mais pourquoi n'a-t-on pas suivi les exigences de Berne pour élaborer ce plan? Le DSPE ne répond pas sur ce point. Laurent Paoliello assure néanmoins: «Nous tenons compte des remarques et revoyons le concept conformément aux indications de l'OFJ.»

En coulisses, des sources proches du dossier affirment plutôt que tout doit être repris à zéro. Selon nos informations, le cœur n'y est plus au sein de La Clairière. «Le personnel socio-éducatif a tellement donné pour ce projet qu'il est désormais démotivé, assure Pierre-Alain Dufey, vice-président du syndicat des gardiens de prison. Et par ricochet, les gardiens n'arrivent plus non plus à suivre. En ce moment, il y a trente jeunes et seulement deux postes et demi pour la sécurité. Plus personne n'a envie de travailler dans ces conditions.» Un personnel démotivé également par les nombreux rebondissements dans cet établissement sensible.

### «Cocotte-minute»

Après un audit et un rapport accablants, le directeur avait dû démissionner en 2011. S'en sont suivis plusieurs problèmes administratifs et de sécurité, qui sont à l'origine de treize évasions en près d'un an. En avril, le personnel tirait déjà la sonnette d'alarme.

Sur le coût de ce contretemps, le DSPE reste muet. «Nous ne ferons pas de commentaires supplémentaires et en tirerons les conséquences nécessaires», termine Laurent Paoliello, précisant toutefois que «le concept mobilise plusieurs collaborateurs de La Clairière et de l'OPPEN, qui pilote dorénavant cette procédure». (TDG)

Créé: 11.06.2012, 07h07

[\[Voir tous les commentaires\]](#)